



Après s'être contractée de 6,2 % l'an dernier, l'économie belge devrait partiellement se redresser et afficher une croissance de 4,1 % en 2021

L'économie belge a traversé une récession exceptionnellement sévère au cours du premier semestre de 2020, suite aux mesures prises en Belgique et à l'étranger pour lutter contre la pandémie de coronavirus. Dans la plupart des pays de la zone euro, la reprise économique au second semestre s'est avérée plus vigoureuse que prévu initialement. La Belgique a enregistré une croissance annuelle de -6,2 % en 2020 (contre -7,4 % estimé en septembre dernier). Pour le moment, les résurgences du virus freinent la reprise économique dans la zone euro, mais cette reprise devrait connaître un second souffle à mesure que la part de la population ayant été vaccinée augmentera. En 2021, l'économie belge devrait renouer avec une croissance de 4,1 % (contre 6,5 % estimé en septembre). Quant à l'emploi intérieur, il devrait diminuer de 37 000 personnes sur l'ensemble des deux années.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du Budget économique au ministre de l'Économie. Les présentes prévisions macroéconomiques ne prennent en compte que les mesures dont les modalités d'application étaient connues avec suffisamment de précision au 8 février 2021.

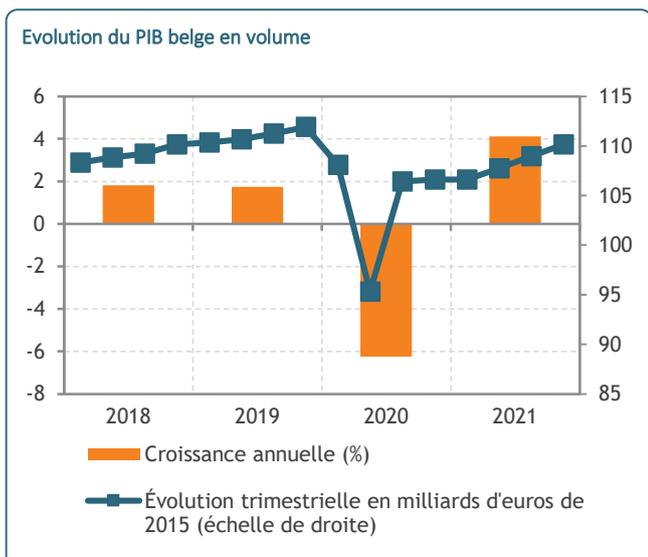
Amélioration en vue pour l'économie européenne en 2021

L'économie de la zone euro a été durement frappée par la pandémie de coronavirus au premier semestre de 2020. Après l'assouplissement des mesures visant à limiter les contacts, elle a fait preuve de résilience au troisième trimestre, tout comme le reste de l'économie mondiale. De nouvelles vagues de contamination ont néanmoins contraint les pays de la zone euro à renforcer les restrictions, lesquelles, à ce stade, affectent surtout le secteur des services. Pour la zone euro dans son ensemble, ces mesures de confinement ont entraîné un léger recul de l'activité économique au quatrième trimestre et pèseront encore sur l'activité au premier trimestre de 2021. La reprise devrait retrouver de l'élan au printemps, à mesure que les campagnes de vaccination atteignent leur vitesse de croisière et renforcent la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise. En conséquence, la zone euro devrait renouer avec une croissance de 4,4 % en 2021, après s'être contractée de 6,8 % en 2020. Ces prévisions s'accompagnent de nombreuses incertitudes. Dans beaucoup de pays, le nombre de contaminations n'est pas encore sous contrôle et des problèmes d'approvisionnement pourraient ralentir le rythme de la vaccination. D'autre part, on ne peut pas non plus exclure qu'une fois la pandémie sous contrôle, la poursuite de la reprise de l'économie européenne sera plus vigoureuse que ce qui est prévu actuellement.

L'économie belge aussi se redresse partiellement, sous l'impulsion des exportations et de la consommation des particuliers

Durant le printemps 2020, de larges pans de l'économie belge ont été ralentis, voire mis à l'arrêt, afin de juguler le nombre de contaminations. C'est au deuxième trimestre que le recul du PIB a été le plus prononcé. L'assouplissement des mesures a favorisé une forte reprise économique au troisième trimestre, mais de nouvelles mesures de confinement ont entravé la poursuite du mouvement de rattrapage au quatrième trimestre. À l'instar des autres pays de la zone euro, la reprise de l'économie belge devrait encore être interrompue au premier trimestre de 2021 mais se renforcerait par la suite, portée par les exportations et la consommation des particuliers. Sur base annuelle, l'économie belge devrait atteindre une croissance de 4,1 % en 2021, après un recul de 6,2 % l'an dernier.

Parallèlement aux débouchés extérieurs, les exportations belges ont chuté de 6,5 % en 2020 et devraient rebondir de 4,7 % en 2021. Cette évolution des exportations, conjuguée à celle de la demande intérieure, a entraîné une baisse du volume des importations de 5,6 % en 2020, qui serait suivie d'une hausse de 4,9 % en 2021.



Malgré l'ampleur du choc économique, le revenu disponible réel des particuliers a encore légèrement augmenté en 2020 (0,7 %), grâce aux mesures de soutien des autorités publiques et à la faible inflation. Néanmoins, la consommation des particuliers a baissé de 7,7 % en 2020, en raison de la réduction des possibilités de consommation et de la forte détérioration de la confiance des consommateurs. Grâce à la réouverture de la plupart des commerces en décembre dernier et en supposant que les mesures actuelles pourront être assouplies durant le printemps, les particuliers devraient retrouver des comportements de consommation plus habituels en 2021. La croissance de leur consommation (6,1 %) dépasserait dès lors largement celle de leur revenu disponible réel (1,1 %). Par conséquent, après avoir nettement augmenté pour atteindre 20,3 % l'an dernier, le taux d'épargne des ménages devrait reculer à 16,3 % cette année, tout en restant supérieur à son niveau de 2019. Ceci s'explique par la hausse attendue du chômage et le fait que certaines dépenses resteront impossibles ou peu attrayantes pendant encore un certain temps. Les investissements en logements se sont également sensiblement contractés en 2020 (-8,9 %) ; ce recul serait partiellement comblé en 2021 (+5,5 %).

Les investissements des entreprises ont particulièrement souffert, reculant de 10,1 % l'an dernier. La forte contraction de l'activité économique a affecté la rentabilité, tandis que les aides financières accordées par les pouvoirs publics n'ont que partiellement compensé la perte de chiffre d'affaires. L'incertitude actuelle et la baisse des taux d'utilisation des capacités de production amènent les entreprises à reporter

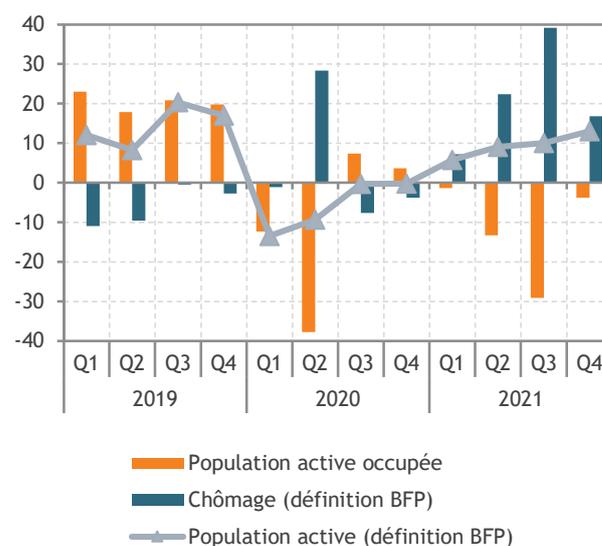
leurs investissements, lesquels ne devraient dès lors se redresser que de 1,0 % en 2021.

Les investissements publics ont été temporairement réduits durant la première moitié de 2020 mais ont ensuite rapidement retrouvé leur niveau habituel. Par conséquent, leur recul en 2020 s'est limité à 2,4 % et un effet de niveau donne lieu à une croissance en volume soutenue en 2021 (11,8 %). La croissance en volume de la consommation publique s'accélère, passant de 1,4 % en 2020 à 4,2 % en 2021, en raison de la forte hausse des dépenses de soins de santé, laquelle intervient après leur baisse en 2020 suite au report d'interventions non urgentes.

L'emploi résiste pour le moment mieux que prévu mais de nouvelles pertes d'emplois sont à craindre

L'éclatement de la crise du coronavirus s'est immédiatement accompagné de pertes d'emplois, touchant principalement des contrats de travail de courte durée (travail intérimaire, travail étudiant et contrats à durée déterminée dans l'horeca). Aux deuxième et troisième trimestres de 2020, l'emploi régulier a également été – modérément – impacté. Toutefois, dans le même temps, l'emploi intérimaire et l'emploi étudiant ont en partie regagné les pertes subies, si bien que l'emploi total a légèrement augmenté. Au quatrième trimestre aussi, l'emploi semble avoir bien résisté, et ce bien que quelques branches d'activité aient à nouveau eu davantage recours au chômage temporaire.

Population active occupée, chômage et population active
Variation à un trimestre d'intervalle en milliers





Entre le quatrième trimestre de 2019 et le quatrième trimestre de 2020, l'emploi a diminué de 39 000 personnes, soit une baisse nettement inférieure aux anticipations. En outre, ce recul ne s'est que partiellement répercuté dans une hausse du chômage (+16 000 personnes) car la population active a diminué durant le premier semestre (en raison, notamment, d'un recul de l'immigration nette et d'une baisse des taux d'activité dans les groupes d'âge plus jeunes). Compte tenu de points de départ favorables à la fin de l'année 2019, la diminution annuelle moyenne de l'emploi s'est limitée à un peu moins de 7 000 personnes, et la hausse annuelle moyenne du chômage à 11 000 personnes. Le taux de chômage (administratif) est passé de 8,9 % en 2019 à 9,1 % en 2020.

Malgré la reprise économique, d'importantes nouvelles pertes d'emplois sont à craindre en 2021 (-48 000 personnes entre le quatrième trimestre de 2020 et le quatrième trimestre de 2021). En moyenne annuelle aussi, le recul de l'emploi total (-30 000 personnes) serait plus prononcé qu'en 2020. De plus, les facteurs qui ralentissent la croissance de la population active ne jouent plus, de sorte que le recul de l'emploi se répercutera désormais pleinement dans les chiffres du chômage. En moyenne annuelle, le chômage progresserait dès lors aussi sensiblement plus en 2021 (+48 000 personnes) qu'en 2020. Le taux de chômage atteindrait 9,9 % en 2021.

L'inflation s'accélère quelque peu en 2021, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie

Le recul de l'activité économique au cours du premier semestre de 2020 a non seulement entraîné une chute des prix du pétrole, mais également une baisse des prix de l'électricité et du gaz naturel. En conséquence, la croissance des prix à la consommation est tombée sous la barre des 1 % dans le courant de l'année 2020. Au cours du second semestre, la reprise limitée des prix de l'énergie a en partie été compensée par la croissance plus lente des prix des produits frais et par une inflation sous-jacente plus faible. L'inflation est dès lors à peine repartie à la hausse, s'établissant, en moyenne, à 0,7 % l'an dernier.

Au cours des premiers mois de cette année, l'inflation devrait nettement se redresser. L'accélération de l'inflation sous-jacente, l'augmentation des accises sur le tabac et, surtout, l'évolution des prix de l'énergie y contribuent. L'inflation devrait atteindre 1,3 % en moyenne en 2021. La croissance de l'indice santé, qui est moins fortement influencée par l'évolution du prix du pétrole et qui ne tient pas compte de l'évolution du prix du tabac, s'est élevée à 1,0 % en moyenne en 2020 et ne dépasserait pas 1,1 % cette année. L'indice pivot actuel (109,34) ne serait pas dépassé en 2021.



Chiffres clés pour l'économie belge

Pourcentages de variation en volume – sauf indication contraire

	2018	2019	2020	2021
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,9	1,5	-7,7	6,1
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1,2	1,7	1,4	4,2
Formation brute de capital fixe	3,4	3,4	-9,0	3,3
Dépenses nationales totales	2,4	1,5	-5,5	4,3
Exportations de biens et services	0,6	1,0	-6,5	4,7
Importations de biens et services	1,3	0,8	-5,6	4,9
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0,5	0,2	-0,8	-0,2
Produit intérieur brut	1,8	1,7	-6,2	4,1
Indice national des prix à la consommation	2,1	1,4	0,7	1,3
Indice santé	1,8	1,5	1,0	1,1
Revenu disponible réel des particuliers	1,1	3,1	0,7	1,1
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11,6	13,0	20,3	16,3
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	69,7	75,6	-6,6	-29,9
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	6,0	5,4	5,6	6,8
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0,8	0,3	-1,4	-1,8
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	118,1	112,0	114,1	122,2
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0,3	-0,4	-0,4	-0,6
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0,7	0,2	-0,1	-0,3

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, +32.2.507.74.22, LDO@plan.be; Filip Vanhorebeek, +32.2.507.74.12, FVH@plan.be